

Nouvelles locales du mardi 04 février 2014

@rib News, 04/02/2014 | Politique - Le comité central du parti Uprona issu des organes de 2009 s'est réuni ce lundi soir et a décidé de suspendre le député Bonaventure Niyoyankana, Madame Concilie Nibigira et Monsieur Gaston Sindimwo de ce parti pour une période de 6 mois. Ils annoncent que cette décision peut être revue en cas de changement de conduite et de demande de pardon de la part de ces personnes visées. Les 428 sur 527 membres ont aussi confié à Charles Nditije et Evariste Ngayimpinda la tâche de continuer et achever les efforts de réunification des Badasigana en vue de la tenue d'un congrès qui verra de nouveaux organes de ce parti.

En outre, le comité met en garde toute personne qui acceptera des fonctions au sein du gouvernement pour le compte du parti Uprona avant que les organes de ce parti ne soient mis en place, précisant que ce sera à ses risques et périls puis que cette personne ne sera pas reconnue par les Badasigana. Enfin, le comité réaffirme sa détermination à ne pas accepter un président de parti mis en place par le ministre de l'intérieur à l'insu des Badasigana, seuls détenteurs de la souveraineté au sein de leur parti. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]- Le député Bonaventure Niyoyankana précise de son côté que le comité central du parti Uprona qui l'a suspendu du parti Uprona n'en avait pas les prérogatives. Il reconnaît néanmoins que ce comité est celui qui était en place en 2009 et qui, par conséquent, est mieux placé pour prononcer une telle suspension, mais, il s'insurge contre la manière dont la réunification a été tenue. Selon lui, c'est le président Uprona qui devrait la convoquer et à défaut, les 2/3 des membres de ce comité. Il trouve ainsi que même si les 2/3 ont été atteints, il n'a pas été sollicité pour convoquer cette réunification. Il affirme pourtant qu'il prend acte de ce non qu'il va entrer en contact avec son ancienne vice-présidente pour organiser et convoquer une réunification. Selon lui, la crise Uprona est en train de trouver une issue. [isanganiro/rpa/rtr]- Les étudiants des universités burundaises réunis au sein du parti Uprona ont sorti un communiqué de presse ce mardi pour annoncer la décision du ministre de l'intérieur de destituer le président de ce parti et d'introniser le député Bonaventure Niyoyankana comme président. Ils affirment qu'ils apprécieront la bravoure de l'ancien premier vice-président de la République et l'ancien président du parti Uprona qui viennent tous deux être nommés respectivement par le président de la République et le ministre de l'intérieur. Selon eux, ces deux personnalités ont milité pour le bien de la population en général et des Badasigana en particulier. Ensuite, ils demandent aux ministres de l'Uprona de présenter leur démission puisque les organes qui les ont mandatés ont été destitués. Ils affirment aussi qu'ils sont contre le député Niyoyankana qui serait un traitre à la solde du parti CNDD-FDD. [isanganiro]- Dans la foulée de la crise qui secoue le parti Uprona et les institutions de la République, le ministre du Développement communal, membre du parti de Rwagasore, vient de présenter sa démission au sein du gouvernement. Jean Claude Ndiwokubwayo a également critiqué une correspondance à Bonaventure Niyoyankana, président mis en place par le ministre de l'intérieur, afin de l'informer de ne pas le mettre sur une liste des personnes parmi lesquelles le président de la République devrait choisir prochainement son premier vice-président comme une certaine opinion commençait à le soupçonner. La même correspondance dont une copie a été adressée au président de l'Uprona affirme que ce désormais ex-ministre ne reconnaît pas le député Bonaventure Niyoyankana comme président du parti Uprona. [isanganiro/rtnb/rtr/rpa/bonesha]- Le politologue Julien Nimubona constate que le Burundi peut être plongé dans une crise multidimensionnelle suite à la crise qui secoue le parti Uprona dans ces derniers jours. Selon lui, le président de la République n'a pas bien tranché puisqu'il n'a pas accouté les deux parties en conflit en l'ancien premier vice-président et le ministre de l'intérieur. Il trouve que Nkurunziza a défendu un membre de son parti et de ce fait a été guidé par la satisfaction d'un partisan. Il trouve ainsi qu'une crise politique peut s'installer dans l'Etat avec la mésentente entre le parti Uprona et le parti CNDD-FDD. De même, il croit qu'une crise institutionnelle peut s'observer dans la mesure où les membres du parti Uprona peuvent décider de quitter le gouvernement en signe de contestation. Il conseille plutôt d'amorcer un dialogue politique afin de comprendre le bien de fond des décisions des uns et des autres. En même temps, il constate que le parti CNDD-FDD est en train de créer lui-même les causes de son insécurité. Dans son analyse, le pouvoir ne veut plus d'une approche inclusive en ce qui est de la gestion du pays. Dans cette perspective, il trouve que l'accord d'Arusha est en danger puisque le parti au pouvoir veut entretenir un climat malsain à base d'ethnisme. Selon lui, tôt ou tard, la population devra manifester son mécontentement et personne ne va et ne pourra lui en empêcher. [rpa]- L'ADC-Ikibiri trouve que le Burundi se trouve actuellement dans de l'eau bouillante. Selon le président de cette alliance, le président de la République fait tout cela dans la logique de briguer un troisième mandat à la tête de l'Etat alors que les conventions signées entre Burundais le lui interdisent. Il trouve qu'une telle attitude pourra faire tomber le pays dans une haine ethnique sans précédent. L'once Ngendakumana affirme que cette alliance est contre tout ce qui peut causer du désordre dans le pays et une haine entre les Burundais dans cette période où la réconciliation nationale arrivait à un stade avancé. Il affirme aussi qu'ils ne vont pas accepter cette candidature qui violerait les lois et les conventions. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha]- L'analyste de discours le professeur Gertrude Kazoviyo trouve que les différentes décisions prises par le ministre de l'intérieur pour restituer le parti Uprona à Bonaventure Niyoyankana, celle prise par le premier vice-président de la République d'annuler cette décision du ministre de l'intérieur ainsi que le décret pris par le président de la République de destituer son premier vice-président ont été toutes prises sous l'effet de la colère. Elle estime que les autorités actuelles sont caractérisées par l'hypocrisie du moment qu'elles chantent toujours le dialogue sans qu'elles mettent en application leurs chants dans leurs actes. Elle trouve qu'en fin de compte, c'est Charles Nditije qui est président du parti Uprona puis qu'après que Busokoza ait annulé la destitution de Nditije par Nduwimana, le président de la République a nommé de ses fonctions Busokoza mais, la mesure qu'il a prise avant d'être nommé n'a pas été annulée. [isanganiro/bonesha]- Ouverture de la session parlementaire de l'Assemblée nationale ce lundi après-midi à l'hémicycle de Kigobe. Selon le président de l'Assemblée nationale, au cours de cette session sont entre autres le projet de loi portant révision de la constitution, le projet de loi portant création, organisation, mission, composition et fonctionnement de la cour spéciale chargée des questions foncières, le projet de loi portant mise en place de la CVR et autres. Selon Pie Ntavyohanyuma, certains de ces projets

de loi sont d'aj  au sein de cette chambre basse du parlement et subissent des analyses dans les commissions permanentes. Précisons que les députés issus du parti Uprona n'ont pas répondu à cette cérémonie. Le président du groupe parlementaire Uprona a fait savoir qu'ils n'ont pas voulu participer à cette séance pour manifester leur mécontentement suite aux agissements que le parti au pouvoir est en train d'opérer au sein de leur parti. De même, Bonaventure Gasutwa précise que l'heure n'était pas aux cérémonies, mais qu'ils vont continuer à siéger  s'activés de cette session puisqu'ils représentent la population. [isanganiro/rtnb/rtr/rpa] Education - Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique vient d'annoncer le début effectif de la mesure de suppression de la bourse d'étude pour les étudiants de l'université. Lors d'une conférence de presse animée ce lundi, Josph Ndayishimiye a fait savoir que 18.026 élèves ont eu le diplôme d'Etat session 2013, mais que seuls 8500 élèves vont bénéficier de la bourse dans les conditions suivantes : D'abord, 4405 élèves ayant eu une note supérieure ou égale à 69,2% vont bénéficier de la bourse s'ils prennent une inscription à l'université du Burundi ou à l'Ecole Normale Supérieure. Les 2032 qui ont eu une note variant entre 66,5% et 69,1% et vont étudier gratuitement à l'université du Burundi et l'ENS sans prétendre bénéficier de la bourse. Enfin, les 2049 qui ont eu une note variant entre 64,2% et 66,4% vont étudier dans les universités privées et vont bénéficier d'une somme forfaitaire de 200.000FBu payable en une seule tranche. [rtnb/nderagakura/bonesha] - Les étudiants réunis au sein de la Fraternité des étudiants de Rumuri à l'université du Burundi dénoncent la mesure du ministre de leur ressort de supprimer la bourse pour les étudiants qui viennent intégrer cette structure de formation. Selon le président de cette fraternité, beaucoup d'étudiants vont être privés du droit à la formation et abandonner leurs études par voie de conséquence puisqu'ils n'auront pas les frais pour survivre dans la ville sans la bourse. Ernest Nzambimana trouve aussi que le gouvernement veut mettre dans une même salle de classe des étudiants qui n'ont pas les mêmes droits et qui n'ont pas le même trait de vie. Il demande ainsi au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de revoir la mesure qui divise les étudiants afin de mener tout d'abord une campagne de sensibilisation et d'explication au près des élèves et parents afin que tout le monde comprenne le bien fondé de ladite mesure et si possible de l'abandonner purement et simplement. [bonesha]- Les syndicats CONAPES, STEB, SLEB et SYNAPEP ont sorti un communiqué de presse ce mardi pour dénoncer la situation qui prévaut à l'ETS Kamenge depuis un certain temps. Selon la présidente du syndicat SLEB, il est d ploratif que cette situation puisse prévaloir au sein d'un établissement public et que les autorités concernées semblent ne pas s'occuper outre mesure. Chantal Nahishubije trouve que le directeur de cet établissement n'a pas pu résoudre les problèmes qui minent cette  cole qui devrait normalement être un milieu apolitique. Reconnaissant que ce ne sont pas les syndicats qui désignent les directeurs d'écoles, elle demande tout de même que ce directeur soit remplacé par un autre. De même, elle demande aux parents de veiller sur l'éducation de leurs enfants et aux élèves, elle demande de se ressaisir, de ne pas écouter ceux qui les distraient et de s'occuper de leurs études seulement afin d'avoir prochainement leurs diplômes. Aux autorités du ministère de l'enseignement primaire et secondaire, elle demande de bien suivre la question de près et de prendre des mesures qui s'imposent avant que la situation ne dégénère. [isanganiro/rtnb/rtr/bonesha/rpa]